

Ni charter de droite, ni charter de gauche! **Marchons toutes et tous ensemble pour les droits des migrant-e-s!**

Depuis sa recréation en 2011, le RUSF d'Angers entretient une mobilisation constante contre les expulsions d'étudiant-e-s étrangers/ères mais aussi d'élèves inscrits dans les établissements scolaires angevins. Par son soutien quotidien auprès des étudiant-e-s étrangers/ères, le RUSF a assisté aux dégâts provoqués par l'application des lois racistes et xénophobes à l'Université, lois de plus en plus dures et répressives.

La course aux chiffres a fait des étudiant-e-s étrangers/ères du pain béni pour la préfecture, qui peut enregistrer la moindre défaillance, le moindre échec aux examens comme un prétexte pour expulser. Désormais, avoir des difficultés à l'université lorsqu'on est étranger est devenu un crime. En septembre 2011, le gouvernement fait paraître un décret réclamant aux étudiant-e-s étrangers/ères de justifier au moins 615€ par mois comme ressources pour prétendre à un titre de séjour (770€ pour les masters). Le RUSF ne peut que constater les effets d'un tel décret aujourd'hui, alors que commencent à arriver les étudiant-e-s qui n'ont pas les moyens de payer : quand la sélection sociale rejoint la préférence nationale... La circulaire Guéant est venue couronner l'arsenal répressif, s'en prenant cette fois aux étudiant-e-s diplômé-e-s, qui ne pouvaient désormais plus exercer un emploi après avoir obtenu leur diplôme à l'université. Résultats : Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF) pour les uns, licenciements pour les autres, dossiers bloqués en préfectures pour les plus "chanceux".

Même si le RUSF agit principalement au sein du milieu qui est le sien (scolaire et universitaire), il est bien conscient que c'est l'ensemble des migrant-e-s qui ont subi de plein fouet ces politiques dictées par un racisme d'Etat écoeurant. **C'est pourquoi le RUSF ne peut cantonner ses revendications au seul monde universitaire.** Les quotas d'expulsions n'ont pas touchés que les étudiant-e-s; la loi Besson s'est attaquée aux étrangers/ères malades; et on ne connaît que trop bien le sort réservé aux demandeurs/euses d'asile sur notre territoire (notamment à Angers), sans parler du harcèlement policier ou de l'accueil en préfecture!

En pariant sur les mobilisations collectives et l'institution d'un rapport de force avec la préfecture, **le RUSF a mis un grain de sable dans la machine à expulser. Mais aujourd'hui, il est temps de passer de luttes défensives à des combats offensifs!** Trop de dossiers d'étudiant-e-s ou de lycéen-ne-s sont aujourd'hui sans réponses! Après la défaite de Sarkozy, on nous a assuré du changement. Le RUSF réclame donc un changement immédiat concernant la politique à l'égard des étrangers/ères ! Il réaffirme son soutien à l'ensemble des migrant-e-s, en situation régulière ou non.

Il est temps de nous faire entendre par une manifestation massive dans les rues d'Angers, de faire avancer nos revendications concernant les étrangers/ères, et de réclamer un réexamen de tous les cas que nous défendons actuellement! Sur Angers, nombreux/ses sont ceux/celles qui sont encore sous la menace d'une OQTF, parce qu'ils/elles n'ont pas l'argent réclamé par la préfecture, ou parce qu'ils/elles ont fait une erreur de parcours ou ont eu le malheur de redoubler; ce qui arrive à n'importe quel étudiant-e, français comme étranger! Le combat pour la régularisation de Boris et de toute sa famille sera également au coeur de notre manifestation! Jeune majeur inscrit au lycée Henri Dunant, Boris risque d'être expulsé à partir des vacances d'été, tandis que ses parents ne disposent que de titres de séjours précaires! Nous réclamons la régularisation immédiate de Boris, afin qu'il puisse finir sereinement son cursus scolaire et vivre auprès de sa famille en France!

Le RUSF appelle donc à manifester le samedi 9 juin à 16h (Place du Ralliement).

*Cette manifestation, sonore et festive, sera suivie d'un pique-nique solidaire et militant
à partir de 18h30 devant la préfecture !*

- **Une carte d'étudiant-e = une carte de séjour**
- **Régularisation de tous les sans-papiers**
- **Contre toutes les expulsions (moratoire immédiat)**
- **Fermeture des centres de rétention**
- **Suppression du CESEDA et de toutes les lois racistes**
- **Abrogation du décret sur les ressources, contre toutes les taxes et autres rackets ministériels concernant l'entrée et le séjour des étrangers/ères**
- **Liberté de circulation et d'installation**